**Océane De Bie- Stagiaire analyse en géopolitique au sein de l’Observatoire géostratégique de Genève**

**Titre :**

**Le mirage d’un Singapour palestinien : histoire d’un échec programmé**

**ou**

**Trente ans d’échecs : pourquoi Gaza ne sera pas Singapour**

Alors que la guerre à Gaza se poursuit avec une intensité dramatique, Donald Trump a récemment ravivé une idée formulée il y a près de trente ans : celle de faire de la bande de Gaza un « Singapour du Moyen-Orient ». Cette déclaration, largement commentée, intervient dans un contexte de cessez-le-feu précaire et de discussions internationales autour de la reconstruction d’un territoire dévasté par des mois de bombardements. L’évocation de cette vision, à première vue utopique dans les circonstances actuelles, réactive un imaginaire forgé à l’époque des accords d’Oslo (1993-1995), lorsque les espoirs de paix et de développement économique dans les territoires palestiniens semblaient à portée de main.

Ces accords, signés sous l’égide des États-Unis et de la Norvège, ont instauré une autonomie palestinienne partielle et suscité un élan diplomatique et économique sans précédent, accompagné de promesses de prospérité. L’idée, portée notamment par Shimon Pérès, de transformer Gaza en un centre économique florissant inspiré du modèle singapourien, s’inscrivait dans cette dynamique. Pourtant, trois décennies plus tard, Gaza demeure l’un des territoires les plus instables et appauvris du monde. La guerre du 7 octobre 2023 a marqué un tournant décisif, non seulement par son bilan humain, mais aussi par l’effondrement durable de ses infrastructures et de son économie.

Comment l’ambition initiale d’un « Gaza prospère », portée par l’esprit des accords d’Oslo, a-t-elle été progressivement compromise par des obstacles structurels, politiques et sécuritaires, jusqu’à être totalement remise en question par la guerre actuelle ?

Nous reviendrons d’abord sur l’euphorie initiale des accords d’Oslo et l’ambition d’un développement économique transformateur à Gaza **(1)**. Nous analyserons ensuite les freins structurels et politiques qui ont entravé cette dynamique **(2)**. Enfin, nous montrerons en quoi la guerre du 7 octobre constitue un point de rupture, rendant la reconstruction de Gaza plus incertaine que jamais **(3)**.

1. **L’euphorie des accords d’Oslo et l’ambition d’un Gaza prospère**

**Le contexte des accords d’Oslo (1993-1995)**

Les accords d’Oslo, signés en 1993 entre l’Organisation de libération de la Palestine[[1]](#footnote-2) et Israël sous l’égide des États-Unis et de la Norvège, représentaient une tentative majeure de résolution du conflit israélo-palestinien par la reconnaissance mutuelle et l’instauration d’un processus de paix progressif[[2]](#footnote-3). Ces accords prévoyaient l’établissement d’une autonomie palestinienne limitée sur certaines zones de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, avec une mise en œuvre progressive sous la supervision conjointe des parties signataires et des médiateurs internationaux. L’un des éléments centraux de ces accords était la création de l’AP, institution chargée d’administrer les territoires sous contrôle palestinien et d’établir les bases d’un futur État. Comme le souligne l’historien Rashid Khalidi[[3]](#footnote-4), l’installation de l’AP à Gaza en 1994 symbolisait le début d’une nouvelle ère politique et économique, marquée par un afflux d’investissements internationaux. En effet, de nombreux États et institutions, notamment l’Union européenne, la Banque mondiale et les États-Unis, ont promis un soutien financier massif pour renforcer les infrastructures et favoriser la croissance économique dans les territoires sous administration palestinienne[[4]](#footnote-5).

Parallèlement, l’engagement financier de la diaspora palestinienne, les *mughtaribûn[[5]](#footnote-6)*, a joué un rôle clé dans le soutien à l’AP, en apportant des fonds indispensables à la mise en œuvre de projets de développement. Toutefois, ce soutien n’a pas été exempt de défis. En effet, les tensions internes entre les élites locales et les acteurs extérieurs ont entravé l’efficacité des investissements, leur impact étant limité par des divergences sur la gestion des ressources et des priorités politiques. Ces frictions ont non seulement fragilisé la construction d’un État palestinien autonome, mais ont également retardé les progrès économiques dans la région. Ainsi, selon l’analyse de l’universitaire et diplomate israélien Itamar Rabinovich[[6]](#footnote-7), la dynamique optimiste des accords d’Oslo a rapidement été confrontée à des contraintes structurelles et à des tensions persistantes entre les différents acteurs politiques. Ces obstacles ont non seulement limité l’impact des investissements internationaux, mais ont également fragilisé la viabilité du projet d’autonomie.

Face à ces défis, l’idée d’un « Singapour du Moyen-Orient » a émergé comme une solution pour dynamiser Gaza économiquement et attirer des investissements internationaux.

**L’idée d’un « Singapour du Moyen-Orient »**

Ce projet, défendu principalement par Shimon Pérès[[7]](#footnote-8), alors ministre israélien des Affaires étrangères, avait pour ambition de transformer Gaza un pôle économique florissant, à l’image de Singapour. Convaincu du potentiel économique de la région, Pérès plaidait auprès de ses homologues palestiniens que l'essor de Gaza, en tant que centre commercial et financier majeur, constituerait un levier indispensable pour instaurer un compromis durable et consolider la paix.

S'inspirant de Singapour, internationalement reconnu pour sa réussite en matière de développement économique et d'intégration aux marchés mondiaux, ce projet reposait sur une vision ambitieuse : attirer des capitaux internationaux, stimuler la croissance locale et intégrer Gaza dans les réseaux économiques régionaux afin d'en faire un moteur de développement et de stabilité. Cette initiative s'inscrit dans le cadre théorique du libéralisme institutionnel, qui postule que l'intégration économique favorise la stabilité politique et réduit les conflits. Selon cette approche, la prospérité, soutenue par des investissements étrangers et une ouverture commerciale, peut constituer un levier de pacification durable, comme l'illustrent également les travaux sur l'interdépendance complexe de Keohane et Nye[[8]](#footnote-9).

Ainsi, la mise en place progressive d'une autonomie palestinienne dans certaines zones de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, telle que préconisée par Pérès dès mai 1994, avait suscité d'importants espoirs d'amélioration.

Cette autonomie était conçue pour libérer le territoire des conditions restrictives de l'occupation, créant ainsi un environnement propice au développement industriel et commercial. Elle devait encourager les activités économiques internes, attirer des investisseurs étrangers et faciliter la coordination et l'intégration régionales – d'autant plus que la communauté internationale s'était engagée à prendre en charge une partie des coûts du programme de reconstruction de la Palestine[[9]](#footnote-10). Au niveau régional, la Conférence au sommet de Casablanca[[10]](#footnote-11), qui a rassemblé chefs d'État, représentants gouvernementaux, universitaires et hommes d'affaires d'Israël, du monde arabe, des pays industrialisés et d'autres nations, a permis de mettre en place un encadrement institutionnel chargé de coordonner ces efforts d'intégration économique[[11]](#footnote-12). Des rencontres ultérieures à Amman (1995)[[12]](#footnote-13), au Caire (1996) et à Doha (1997) ont renforcé cette dynamique.

Cependant, malgré ces ambitions et initiatives, la vision d'un développement économique transformateur pour Gaza s'est heurtée à des obstacles structurels et politiques majeurs, limitant ainsi la concrétisation des projets envisagés.

1. **Les obstacles structurels et politiques à la transformation de Gaza**

Malgré cinq ans de gestion autonome palestinienne et des efforts d'intégration régionale, la situation économique en Cisjordanie et à Gaza s'est détériorée. Entre 1996 et 1998, une crise marquée par le chômage, l'effondrement du commerce et l'aggravation de la pauvreté a accentué l'état de siège économique.

**Les contraintes territoriales et économiques**

La bande de Gaza, avec une superficie limitée de 365 km² et une population en forte croissance[[13]](#footnote-14), fait face à des contraintes géographiques majeures. Cette densité démographique croissante, combinée à un espace réduit, rend difficile la mise en place d'infrastructures de grande envergure nécessaires à une transformation économique significative. Le développement industriel et agricole est fortement compromis par le manque d'espace et l'accès limité aux ressources essentielles.

Par ailleurs, Gaza demeure fortement dépendante d'Israël pour l'approvisionnement en eau[[14]](#footnote-15), en électricité et en matières premières. Cette dépendance s'inscrit dans un cadre de relations économiques asymétriques, perpétuant une situation où Gaza est maintenue dans un état de subordination économique[[15]](#footnote-16). Malgré certains ajustements de l'union douanière destinés à favoriser un traitement plus équitable des marchandises, des restrictions indirectes persistent. Parmi celles-ci, les taxes douanières appliquées aux biens en provenance des pays arabes limitent la diversification des partenariats commerciaux et entravent l'expansion du marché gazaoui.

En outre, le système monétaire en place constitue un obstacle supplémentaire à la mise en œuvre d'une politique économique autonome. Gaza fonctionne avec un système à deux monnaies —le shekel israélien et le dinar jordanien— ce qui complique la gestion financière et réduit la marge de manœuvre des autorités locales en matière de régulation économique. L'absence d'une devise nationale et d'un contrôle sur les politiques monétaires freine les investissements étrangers et limite la croissance économique locale[[16]](#footnote-17).

**Les tensions politiques et sécuritaires**

Sur le plan politique, la gestion autonome palestinienne demeure entravée par la persistance du contrôle israélien sur des aspects fondamentaux de la souveraineté territoriale. Les frontières, la répartition des terres et l'utilisation des ressources naturelles restent largement sous tutelle israélienne[[17]](#footnote-18). Cette mainmise limite la capacité des autorités locales à mener des politiques de développement et empêche toute réelle planification à long terme.

Un des obstacles les plus notables réside dans la poursuite et l'expansion des colonies juives en Cisjordanie et à proximité de Gaza[[18]](#footnote-19). Ces pratiques, accompagnées de confiscations de terres palestiniennes et de restrictions d'accès aux ressources essentielles, participent à un processus de fragmentation du territoire palestinien. Les limitations institutionnelles imposées par des réglementations militaires renforcent cette dynamique, consolidant un système de contrôle économique qui se traduit par une « séparation politique nominale et un assujettissement économique réel[[19]](#footnote-20) ».

Par ailleurs, la situation sécuritaire demeure une préoccupation majeure. Les cycles de violences récurrents, marqués par des opérations militaires et des tensions entre factions, créent un climat d'instabilité chronique. Cette insécurité freine les investissements et empêche le développement d'une économie durable. Les conflits armés et les restrictions de circulation imposées par Israël limitent la mobilité des biens et des personnes, ce qui réduit davantage les perspectives de croissance.

**3. Le tournant de la Guerre du 7 octobre**

Depuis son déclenchement le 7 octobre 2023, la guerre entre Israël et le Hamas s'est poursuivie avec une intensité dévastatrice, entraînant une crise humanitaire sans précédent dans l’histoire de la bande de Gaza. Ce conflit a également provoqué d’importants bouleversements politiques et géopolitiques à l’échelle mondiale, redéfinissant les dynamiques régionales et internationales.

**Un bilan humain dramatique et une crise humanitaire sans précédent**

Depuis le début du conflit le 7 octobre 2023, les pertes humaines sont considérables.

Selon les Nations Unies, plus de 46 000 Palestiniens ont été recensés parmi les morts[[20]](#footnote-21), dont une majorité de femmes et d'enfants, tandis que des milliers d'autres ont été blessés.

Cette guerre a provoqué des déplacements massifs de population : près de 1,9 million de personnes ont été contraintes de quitter leur domicile, soit plus de 85 % de la population de Gaza[[21]](#footnote-22). L'UNRWA estime qu'environ 1,2 million de déplacés[[22]](#footnote-23) vivent dans des conditions extrêmement précaires dans ses installations.

L'accès aux soins de santé a été gravement compromis en raison des bombardements ciblant les infrastructures hospitalières[[23]](#footnote-24). Les services de santé sont en état d'effondrement, avec un système hospitalier incapable de faire face à l'afflux de blessés et aux besoins sanitaires urgents. L'organisation mondiale de la santé signale que de nombreux établissements médicaux ne sont plus fonctionnels, privant des millions de civils d’un accès aux soins de base[[24]](#footnote-25).

**La destruction des infrastructures essentielles**

Les infrastructures civiles ont été lourdement endommagées, privant ainsi plus de 2,2 millions de personnes d’un accès à une eau potable fiable et aux services d’assainissement, ce qui accroît le risque d’épidémies et de maladies hydriques[[25]](#footnote-26). Par ailleurs, les réseaux d’électricité ont été largement détruits, plongeant l’enclave dans une situation de pénurie énergétique[[26]](#footnote-27). Enfin, le secteur de l'éducation est profondément affecté : 253 écoles[[27]](#footnote-28) ont été endommagées ou détruites, privant des milliers d’enfants de leur droit fondamental à l’éducation.

**Un effondrement économique durable**

Sur le plan économique, Gaza se trouve dans une situation catastrophique, avec une estimation des pertes économiques atteignant 53 milliards de dollars[[28]](#footnote-29).

Les secteurs clés, tels que l’agriculture, la construction et les services, sont en ruine, contribuant à un taux de chômage record de 80 %[[29]](#footnote-30). Le PIB de Gaza devrait se contracter de près de 83 % en 2024, ramenant la contribution de l'enclave à l'économie palestinienne à seulement 3 %, alors qu’elle abrite environ 40 % de la population de la Palestine[[30]](#footnote-31). Les dommages aux structures physiques sont évalués à environ 30 milliards de dollars, le secteur du logement étant de loin le plus affecté, avec 53 %[[31]](#footnote-32) des pertes matérielles concentrées dans ce domaine. En outre, la baisse de la productivité, les pertes de revenus et les coûts d’exploitation des secteurs les plus touchés (santé, éducation, commerce) sont évalués à 19 milliards de dollars[[32]](#footnote-33).

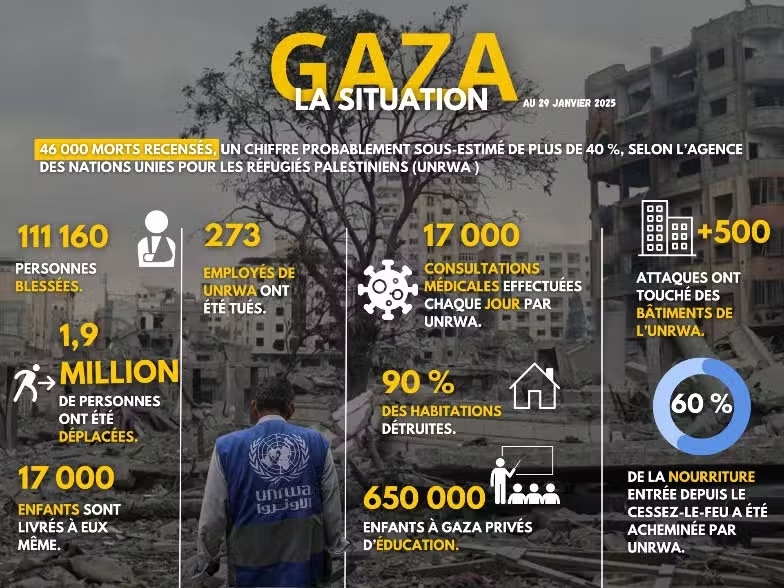
La reconstruction nécessitera des investissements colossaux, y compris pour gérer les millions de tonnes de débris et de gravats générés par le conflit. Un rapport conjoint de la Banque mondiale, des Nations Unies et de l’Union européenne souligne que la reprise de l’économie et des infrastructures de Gaza pourrait prendre plusieurs décennies, voire plusieurs siècles dans certaines zones, rendant le relèvement de la région une tâche colossale et complexe[[33]](#footnote-34).

**Conclusion :**

Trente ans après les accords d’Oslo, la vision d’un « Singapour du Moyen-Orient » à Gaza apparaît plus que jamais comme un mirage, rattrapée par les réalités d’une occupation persistante, d’un blocus asphyxiant, de divisions internes palestiniennes et d’une violence structurelle renouvelée. L’euphorie initiale a laissé place à un cycle d’espoirs déçus et de crises successives, culminant avec la guerre du 7 octobre 2023, qui a anéanti les rares infrastructures encore fonctionnelles et plongé la population dans une détresse humanitaire extrême.

Face à ce constat, la reconstruction de Gaza ne peut se limiter à une opération technique ou humanitaire. Elle suppose une révision profonde des logiques politiques en place. Trois orientations paraissent essentielles : d’abord, **un cessez-le-feu durable et contraignant**, adossé à des mécanismes de surveillance internationale crédibles ; Ensuite, **une réunification politique palestinienne, en collaboration avec une politique israélienne alignée**, est une condition sine qua non à la gouvernance stable et au développement durable de Gaza ; enfin, une **approche multilatérale dans les efforts de reconstruction**, intégrant les acteurs régionaux, les donateurs internationaux, mais aussi la société civile palestinienne, afin de garantir un développement réellement inclusif et pérenne.

**Annexe n°1 :**



UNRIC, [Gaza la situation au 29 janvier 2025](https://unric.org/fr/onu-et-la-crise-au-proche-orient-gaza/#Humanitaire).

1. OLP [↑](#footnote-ref-2)
2. Nations Unies, [Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d’autonomie](https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n93/548/38/pdf/n9354838.pdf.), A/48/486-S/26560, 11 octobre 1993. [↑](#footnote-ref-3)
3. Khalidi, Rashid, *The Iron Cage: The Story of the Palestinian Struggle for Statehood.,* Beacon Press, 2006. [↑](#footnote-ref-4)
4. World Bank, [Investing in Peace: Aid and Economic Development in the West Bank and Gaza](https://documents1.worldbank.org/curated/en/552931468778231850/pdf/multi0page.pdf)., Washington, D.C.: The World Bank, 1999, p.2, 3. [↑](#footnote-ref-5)
5. Le terme mughtaribûn (المغتربون) désigne les membres de la diaspora palestinienne, c'est-à-dire les Palestiniens qui ont émigré ou qui vivent à l’étranger, loin de leur terre d’origine. Le mot provient de la racine arabe \*gh-r-b\*, qui signifie « être étranger » ou « être loin de chez soi ». Les mughtaribûn jouent un rôle important dans le soutien financier et politique à la cause palestinienne, notamment à travers des transferts d’argent et des investissements dans les territoires palestiniens. [↑](#footnote-ref-6)
6. Rabinovich Itamar, *Waging Peace: Israel and the Arabs, 1948-2003*., Princeton University Press, 2004, p.38-77. [↑](#footnote-ref-7)
7. Shimon Pérès (1923-2016) était un homme d’État israélien ayant occupé plusieurs fonctions gouvernementales, dont celles de Premier ministre et de président d’Israël. Ministre des Affaires étrangères lors des accords d’Oslo en 1993, il fut l’un des principaux architectes du processus de paix israélo-palestinien et un fervent défenseur d’une coopération économique régionale comme levier de stabilisation politique. Lauréat du prix Nobel de la paix en 1994 aux côtés de Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, il promouvait l’idée d’un développement économique de la bande de Gaza inspiré du modèle singapourien afin de favoriser une paix durable. [↑](#footnote-ref-8)
8. David, C.-P. & Benessaieh, A. (1997), [La paix par l'intégration? Théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité. Études internationales](https://doi.org/10.7202/703736ar), 28(2), 227–254. [↑](#footnote-ref-9)
9. World Bank, [Investing in Peace: Aid and Economic Development in the West Bank and Gaza](https://documents1.worldbank.org/curated/en/552931468778231850/pdf/multi0page.pdf)., Washington, D.C.: The World Bank, 1999, p.2, 3. [↑](#footnote-ref-10)
10. Du 30 octobre au 1er novembre 1994. [↑](#footnote-ref-11)
11. Organisation des Nations Unies, Assemblée générale, A/49/645*, Rapport du conseil économique et social la situation au Moyen-Orient, Question de Palestine, Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la méditerranée.*, Le 7 novembre 1994. [↑](#footnote-ref-12)
12. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-13)
13. Courbage Youssef, [La population de la Palestine](https://www.jstor.org/stable/1533844?origin=crossref), Population, 1994, vol. 49, n° 1, p. 232-248.

    Après la signature des accords d’Oslo en 1993, la population de la bande de Gaza était estimé à environ 800 000 habitants. Cette croissance démographique a continué, atteignant environ 1,5 million d’habitants en 2009 [↑](#footnote-ref-14)
14. Middle East Eye, *«*[Trente ans après les accords d’Oslo, l’eau palestinienne reste confisquée par l’occupation](https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/accords-oslo-occupation-palestine-eau-colonies-jourdain-penuries)*»*, *Middle East Eye*, 8 septembre 2023. [↑](#footnote-ref-15)
15. Naqib Fadle M., [Aspects économiques du processus de paix : politique israélienne et création d'une dépendance de type colonial](https://www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2000_num_41_163_1417). In: Tiers-Monde, tome 41, n°163, 2000. Formes et mutations des économies rentières au Moyen-Orient. Égypte, Émirats Arabes Unis, Jordanie, Palestine, Yémen. pp. 597-621. [↑](#footnote-ref-16)
16. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-17)
17. European Council on Foreign Relations, « [Rethinking Oslo: How Europe can promote peace in Israel-Palestine](https://ecfr.eu/publication/rethinking_oslo_how_europe_can_promote_peace_in_israel_palestine_7219/).» European Council on Foreign Relations, 2017. [↑](#footnote-ref-18)
18. Organisation des Nations Unies, [Rapport du Secrétaire général sur les colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est](https://www.un.org/unispal/document/israeli-settlements-in-the-occupied-palestinian-territory-including-east-jerusalem-and-the-occupied-syrian-golan-report-of-the-secretary-general/?utm_source=chatgpt.com%C3%AE), 12 septembre 2024., P.15 : « *Conformément aux accords d’Oslo, les zones de ces villes qui sont bâties ont été désignées comme faisant partie de la zone B et la plupart des terres environnantes comme faisant partie de la zone C. En 1983, la colonie de Yitzhar a été construite au sommet de la montagne, sur des terres appartenant aux six villes. Tandis que colonies et avant-postes étaient construits, les communautés palestiniennes ont progressivement perdu l’accès à leurs terres et ont été victimes de la violence des colons.*» [↑](#footnote-ref-19)
19. Naqib Fadle M., [Aspects économiques du processus de paix : politique israélienne et création d'une dépendance de type colonial](https://www.persee.fr/doc/tiers_1293-8882_2000_num_41_163_1417). In: Tiers-Monde, tome 41, n°163, 2000. Formes et mutations des économies rentières au Moyen-Orient. Égypte, Émirats Arabes Unis, Jordanie, Palestine, Yémen. pp. 597-621. [↑](#footnote-ref-20)
20. UNRIC, Situation humanitaire, [Gaza la situation au 29 janvier 2025](https://unric.org/fr/onu-et-la-crise-au-proche-orient-gaza/#Humanitaire). [↑](#footnote-ref-21)
21. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-22)
22. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-23)
23. LE MONDE, [L’armée israélienne attaque l’hôpital Al-Nasser de Khan Younès, le plus grand encore en service à Gaza](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/16/l-armee-israelienne-attaque-l-hopital-al-nasser-de-khan-younes-le-plus-grand-encore-en-service-a-gaza_6216877_3210.html) [en ligne], 16 février 2024. [↑](#footnote-ref-24)
24. OMS, [Déclaration des hauts responsables du Comité permanent interorganisations : les attaques contre la population palestinienne de Gaza et contre celles et ceux qui tentent de les aider doivent cesser,](https://www.who.int/fr/news/item/01-11-2024-statement-by-principals-of-the-inter-agency-standing-committee---stop-the-assault-on-palestinians-in-gaza-and-on-those-trying-to-help-them) Le 1er novembre 2024. [↑](#footnote-ref-25)
25. UNRIC, Situation humanitaire, [Gaza la situation au 29 janvier 2025](https://unric.org/fr/onu-et-la-crise-au-proche-orient-gaza/#Humanitaire). [↑](#footnote-ref-26)
26. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-27)
27. UNICEF, [Rapport n° 4 de l'UNICEF sur la situation humanitaire dans l'État de Palestine : période de référence : du 27 octobre au 2 novembre 2023](https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/unicef-state-palestine-escalation-humanitarian-situation-report-no-4-reporting-period-27-october-2-november-2023), Le 4 novembre 2023. [↑](#footnote-ref-28)
28. World Bank Group, [Gaza and West Bank Interim Rapid Damage And Needs Assessment](https://thedocs.worldbank.org/en/doc/133c3304e29086819c1119fe8e85366b-0280012025/original/Gaza-RDNA-final-med.pdf), February 2025. [↑](#footnote-ref-29)
29. Groupe de la Banque Mondiale, Communiqués de Presse, [Un nouveau rapport évalue les dommages, les pertes et les besoins à Gaza et en Cisjordanie.](https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/02/18/new-report-assesses-damages-losses-and-needs-in-gaza-and-the-west-bank), Le 18 février 2025. [↑](#footnote-ref-30)
30. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-31)
31. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-32)
32. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-33)
33. World Bank Group, [Gaza and West Bank Interim Rapid Damage And Needs Assessment](https://thedocs.worldbank.org/en/doc/133c3304e29086819c1119fe8e85366b-0280012025/original/Gaza-RDNA-final-med.pdf), February 2025. [↑](#footnote-ref-34)